Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada
Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada

# CANAFE

# Rapport annuel 2020-2021 sur l'application de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

1er septembre 2021

Canadiens en sécurité, économie sûre

Canada

# Table des matières


1. Introduction ..... 1
2. Au sujet de CANAFE ..... 1
3. Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels 2
4. Délégation de pouvoirs ..... 3
5. Aperçu statistique et réalisations ..... 3
   - Rendement des activités relatives aux demandes d'accès à des renseignements personnels ..... 3
   - Méthode de consultation ..... 4
   - Réponses données aux demandes traitées ..... 4
   - Délai de traitement et prorogation des délais pour les demandes de renseignements personnels ..... 4
   - Exceptions invoquées ..... 4
   - Consultations en vertu de la *Loi* ..... 5
   - Corrections et notes ..... 5
   - Incidence de la COVID-19 ..... 5
   - Plaintes et enquêtes ..... 5
   - Vérifications ..... 6
   - Recours devant la Cour fédérale ..... 6
   - Atteintes importantes à la vie privée ..... 6
   - Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP) ..... 6
   - Communication de renseignements personnels en vertu de l'alinéa 8(2)*m*) de la *Loi* ..... 7
   - Sensibilisation et formation ..... 7
6. Changements opérationnels et organisationnels apportés au Programme de protection des renseignements personnels ..... 8
7. Nouvelles politiques, lignes directrices ou procédures en matière de protection des renseignements personnels ..... 9
8. Rendement et surveillance du Programme de demandes d'accès à des renseignements personnels ..... 9
9. Conclusion ..... 9
10. ANNEXE A – Décret de délégation de pouvoirs de la directrice et présidente-directrice générale ..... 10

11. ANNEXE B – Rapport statistique ..... 11

Centre d’analyse des opérations et déclarations financières du Canada

234, avenue Laurier Ouest
Ottawa (Ontario)  K1P 1H7
CANADA
Téléphone : 1-866-346-8722
Télécopieur : 613-943-7931

www.canafe-fintrac.gc.ca

ISSN 2563-7347
No de cat. FD2-6/2F-PDF

# 1. Introduction

Le présent rapport au Parlement, préparé et déposé conformément à l'article 72 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (ci-après la « *Loi* »), décrit les activités du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) dans l'application de la *Loi* au cours de l'exercice financier 2020-2021. Le présent rapport doit être examiné de concert avec le *Rapport annuel 2020-2021 sur l'application de la Loi sur l'accès à l'information* de CANAFE, lequel a été déposé séparément.

La *Loi* a pour objet de protéger la vie privée des individus en ce qui a trait aux renseignements personnels qui les concernent relevant de la responsabilité des institutions gouvernementales et le droit d'accès des individus à ces renseignements.

# 2. Au sujet de CANAFE

CANAFE est l'unité du renseignement financier et l'organisme de réglementation pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes du Canada, joue un rôle essentiel dans la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement des activités terroristes et les menaces envers la sécurité du Canada. Le Centre a deux responsabilités essentielles auxquelles se rattache l'obligation de protéger les renseignements personnels qui lui sont confiés.

D'une part, le Centre assure la conformité aux parties 1 et 1.1 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* et son règlement. Ce cadre juridique impose des obligations aux entités déclarantes pour qu'elles instaurent un régime de conformité prévoyant la vérification de l'identité des clients, la surveillance des relations d'affaires, la tenue de documents et la déclaration de certains types d'opérations financières. Les exigences en matière de conformité permettent d'améliorer la transparence de certaines activités économiques et, ainsi, contribuent à empêcher et à dissuader les individus et les organisations mal intentionnés d'utiliser l'économie légitime du Canada pour recycler les produits tirés de leurs crimes ou financer leurs activités terroristes. CANAFE est déterminé à travailler avec les entreprises pour les aider à mieux comprendre leurs obligations et à les respecter. Le Centre maintient également un registre des entreprises de services monétaires au Canada et des entreprises de ce type à l'étranger qui dirigent et fournissent des services à des personnes et à des entités au Canada.

D'autre part, CANAFE a aussi le mandat, en vertu de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, de produire des renseignements financiers donnant matière à poursuite pour aider les organismes policiers, d'application de la loi et de sécurité nationale du Canada, ainsi que des partenaires internationaux, à combattre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et les menaces à la sécurité du Canada. En outre, le Centre produit des renseignements financiers stratégiques pour les décideurs politiques fédéraux, la communauté de la sécurité et du renseignement, les entités déclarantes à l'échelle du pays, des partenaires internationaux et d'autres intervenants. Les renseignements stratégiques de CANAFE donnent une large perspective analytique sur la nature et la portée des activités de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et des menaces qu'elles représentent.

# 3. Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels

Le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) de CANAFE est responsable de diriger, de coordonner et d'exercer les responsabilités du Centre en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels. À CANAFE, le Bureau de l'AIPRP fait partie du groupe des communications, qui relève de la sous-directrice (et dirigeante principale des finances) du secteur des politiques organisationnelles, de la recherche et des programmes. La sous-directrice, qui est aussi la chef de la protection des renseignements personnels, est chargée de la gestion globale de toutes les questions touchant l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels à CANAFE.

Le Bureau de l'AIPRP de CANAFE compte un coordonnateur de l'AIPRP et deux conseillers principaux en AIPRP. Voici leurs principales responsabilités :

- élaborer et mettre en œuvre des politiques, des procédures et des lignes directrices afin de faire en sorte que CANAFE respecte la *Loi* et la *Loi sur l'accès à l'information*;
- assurer le traitement en temps opportun des demandes de protection des renseignements personnels et d'accès à l'information, et s'acquitter des obligations en matière de communication proactive;
- fournir des conseils et des lignes directrices, et organiser des activités de sensibilisation à l'intention des employés, des entrepreneurs et des étudiants de CANAFE sur des questions liées à l'AIPRP;
- représenter CANAFE dans le cadre de discussions et de négociations avec des intervenants externes, y compris d'autres institutions gouvernementales, par exemple le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada et le Commissariat à l'information du Canada, des tierces parties et le grand public;
- tenir à jour les fichiers de renseignements personnels, et réaliser des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée;
- rédiger les rapports annuels à présenter au Parlement et publier le Chapitre de CANAFE dans Info Source.

Afin d'aider le Bureau de l'AIPRP à respecter ses obligations légales, CANAFE a établi à l'interne un réseau de collaboration composé de représentants de tous les secteurs et des unités pertinentes. Il appartient à ces représentants de coordonner les demandes, de prodiguer des conseils au sujet de la *Loi* au sein de leur unité de travail et d'assurer la liaison avec le Bureau de l'AIPRP en ce qui a trait à toutes les questions touchant l'AIPRP.

# 4. Délégation de pouvoirs

Le décret C.P. 2000-1066 confère à la directrice et présidente-directrice générale de CANAFE, en sa qualité de chef de CANAFE, la responsabilité d'assurer l'application de la *Loi* et du programme de protection des renseignements personnels de CANAFE. Toutefois, en application de l'article 73 de la *Loi*, la directrice et présidente-directrice générale a délégué ses pouvoirs, fonctions et attributions en vertu de la *Loi* à la sous-directrice de Politiques organisationnelles, recherche et programmes, ainsi qu'au gestionnaire des Communications et au coordonnateur de l'AIPRP au sein du même secteur. Ces fonctions sont investies des pleins pouvoirs délégués en vertu de la *Loi* et de la *Loi sur l'accès à l'information*, conformément à l'instrument de délégation de pouvoirs approuvé par la directrice et présidente-directrice générale en octobre 2019.

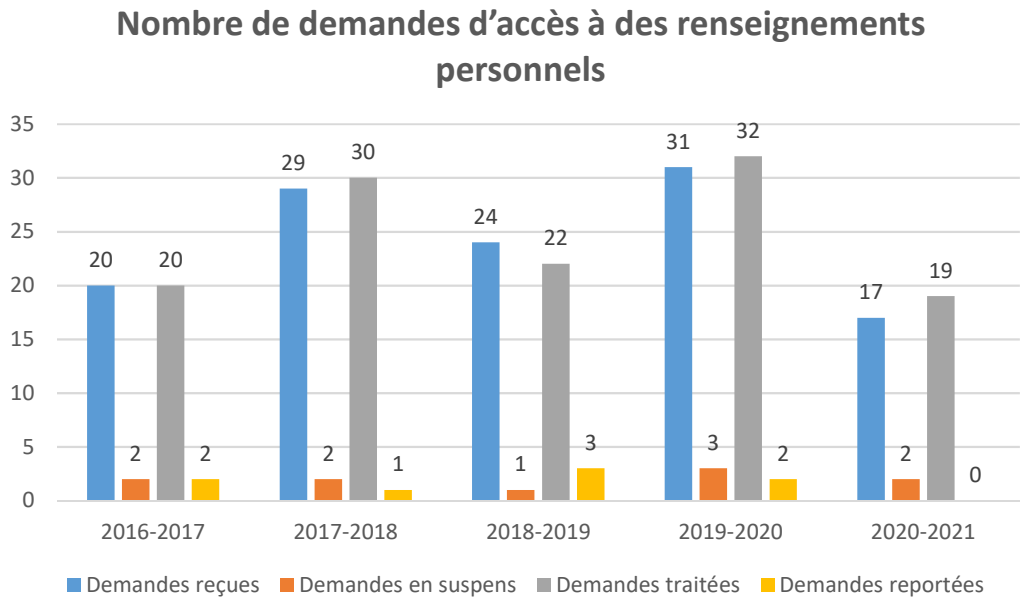
L'annexe A contient un exemplaire du décret de délégation de la directrice et présidente-directrice générale en vigueur en 2020-2021.

# 5. Aperçu statistique et réalisations

L'annexe B présente en détail le rapport statistique de CANAFE sur la *Loi* pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2021.

**Rendement des activités relatives aux demandes d'accès à des renseignements personnels**

Au cours de la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2021, CANAFE a reçu 17 demandes en vertu de la *Loi*, ce qui représente une diminution de 45 % par rapport à l'exercice précédent, au cours duquel il en avait reçu 31. En plus des deux demandes en suspens reportées de l'exercice précédent, au total, 19 demandes ont été traitées en 2020-2021 et aucune n'a été reportée à l'exercice suivant.



CANAFE a été en mesure de maintenir son taux de réponse dans les délais prévus à 95 % pour l'ensemble des demandes d'accès à des renseignements personnels en 2020-2021, qui se situe bien au-dessus du taux de réponse moyen pour l'ensemble du gouvernement fédéral, qui était de 85 % en 2019-2020.

**Méthode de consultation**

Dans ses réponses aux demandes en vertu de la *Loi*, CANAFE a fourni à un demandeur des copies électroniques et à un demandeur des copies papier des documents en réponse à leur demande.

**Réponses données aux demandes traitées**

CANAFE a répondu à 19 demandes en 2020-2021 :

- Dans 1 cas (ce qui représente 5 % de tous les cas), le demandeur a obtenu tous les renseignements demandés.
- Dans 1 cas (ce qui représente 5 % de tous les cas), le demandeur a obtenu une partie des renseignements.
- Dans 11 cas (ce qui représente 58 % de tous les cas), CANAFE a répondu qu'il n'était pas en mesure de reconnaître l'existence des renseignements demandés.
- Dans 6 cas (ce qui représente 32 % de tous les cas), on a déterminé qu'il n'y avait aucun document qui permettait de répondre à la demande.

**Délai de traitement et prorogation des délais pour les demandes de renseignements personnels**

La *Loi* autorise une prorogation de 30 jours au-delà du délai de traitement obligatoire de 30 jours dans certaines circonstances. Au cours de la période visée, toutes les demandes sauf une ont été traitées par CANAFE à l'intérieur du délai de 30 jours prévu par la *Loi*. Dans le cas où le délai n'a pas été respecté, le Bureau de l'AIPRP a prolongé de 30 jours la période initiale prévue par la *Loi* par suite du volume de documents qu'il devait traiter tout en gérant d'autres dossiers prioritaires et des pressions opérationnelles.

**Exceptions invoquées**

Le Bureau de l'AIPRP a invoqué les exceptions suivantes en vertu de la *Loi* :

- Article 22 (application de la loi et enquêtes) – 8 fois
- Article 25 (sécurité des individus) – 8 fois
- Article 26 (renseignements personnels concernant un autre individu) – 8 fois
- Article 27 (secret professionnel des avocats/notaires) – 1 fois

**Consultations en vertu de la *Loi***

Les consultations menées entre les institutions sont un élément essentiel du processus de traitement des demandes en vertu de la *Loi*. Elles permettent aux institutions qui ont un intérêt dans les documents que l'on propose de communiquer de formuler des recommandations à l'institution chargée du traitement de la demande. Pour la période visée, CANAFE a reçu une nouvelle demande de consultation d'une autre institution gouvernementale à laquelle l'on a répondu dans les 15 jours suivants sa réception.

**Corrections et notes**

Au cours de la période visée, CANAFE n'a reçu aucune demande de correction de renseignements personnels.

**Incidence de la COVID-19**

En raison des mesures et restrictions hâtives en matière de santé publique en réponse à la pandémie de COVID-19, CANAFE a dû se concentrer à accomplir ses principaux mandats portant sur le renseignement financier et la conformité. Le Centre disposait d'une capacité limitée pour remplir pleinement ses responsabilités définies par la *Loi* entre le 1er avril et le 31 août de l'exercice. Durant cette période, le Bureau de l'AIPRP de CANAFE a eu recours au télétravail et a déployé tous les efforts pour traiter les demandes nouvelles et existantes sans imposer une charge excessive aux employés du Centre qui affrontaient des situations difficiles, dont, dans de nombreux cas, le fait de n'avoir aucun accès aux systèmes de CANAFE.

Entre septembre 2020 et avril 2021, certains employés de CANAFE participant au traitement des demandes formulées en vertu de la *Loi* avaient toujours un accès restreint aux espaces de travail. Toutefois, le Bureau de l'AIPRP est parvenu à obtenir l'accès aux espaces de CANAFE et à répondre aux demandes demeurées en suspens durant les premiers mois de la pandémie.

**Plaintes et enquêtes**

Le paragraphe 29(1) de la *Loi* décrit comment le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada reçoit les plaintes des particuliers liées au traitement des demandes présentées en vertu de la *Loi*, et fait enquête sur celles-ci. Durant l'exercice, CANAFE a reçu un avis annonçant la fin du traitement d'une plainte qui a été transmise en 2019 au Commissariat à la protection de la vie privée du Canada prétendant que CANAFE a contrevenu aux dispositions relatives à l'accès de la *Loi*. L'enquête a permis de conclure que CANAFE a répondu adéquatement à la demande du plaignant et que la plainte n'était pas bien fondée.

CANAFE n'a reçu aucune nouvelle plainte à l'égard de la *Loi* pour la période visée.

**Vérifications**

En vertu du paragraphe 72(2) de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, le commissaire à la protection de la vie privée du Canada doit, tous les deux ans, procéder à un examen des mesures prises par CANAFE afin de protéger les renseignements qu'il reçoit ou recueille, et rendre des comptes au sujet des résultats de ces vérifications au Parlement. Une telle vérification de CANAFE a été entreprise en 2019-2020, mais le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada ne l'avait toujours pas terminée durant l'exercice 2020-2021.

**Recours devant la Cour fédérale**

Aucun dossier judiciaire ne mettait en cause CANAFE au cours de la période visée.

**Atteintes importantes à la vie privée**

Une atteinte à la vie privée consiste en une collecte, une utilisation, une communication, une conservation ou une élimination inappropriée ou non autorisée de renseignements personnels. Conformément à la *Directive sur les pratiques relatives à la protection de la vie privée* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, les institutions et leurs pouvoirs délégués sont tenus d'établir des plans et des procédures pour remédier aux atteintes à la vie privée. Pendant la période visée, aucune atteinte importante à la vie privée n'est survenue et n'a donc été signalée par CANAFE au Commissariat à la protection de la vie privée du Canada ou à la Division de la politique de l'information et de la protection des renseignements personnels du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

**Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP)**

Selon la *Directive sur l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée* du gouvernement, CANAFE doit tenir compte des principes de protection de la vie privée lorsqu'il formule des propositions pour des programmes et des services qui peuvent avoir des répercussions à cet égard et dans le cadre de la conception, de la mise en œuvre et de l'évolution de ces services et programmes. CANAFE dispose actuellement des rapports d'EFVP de base pour ses principaux programmes et services.

En 2020-2021, CANAFE n'a mis au point aucun nouveau rapport d'EFVP de base. Cependant, conformément à sa *Politique de protection des renseignements personnels*, CANAFE dresse systématiquement des listes de vérification des facteurs relatifs à la vie privée durant la phase de conception de projets s'accompagnant d'un changement ou d'un ajout à un programme qui repose sur l'utilisation de données personnelles. En plus de ces listes de vérification, les spécialistes de la Sécurité, de la Gestion de l'information et de l'AIPRP de CANAFE participent aux projets nécessitant l'utilisation de renseignements personnels. Le Bureau de l'AIPRP fournit régulièrement aux employés de CANAFE des conseils et des lignes directrices afin de faire en sorte que le Centre puisse assurer une gestion efficace de ses fonds de renseignements personnels dans le respect de la *Loi*.

**Communication de renseignements personnels en vertu de l'alinéa 8(2)*m*) de la *Loi***

Conformément à l'alinéa 8(2)*m*) de la *Loi*, une institution gouvernementale est autorisée à communiquer des renseignements personnels qui lui sont confiés sans le consentement de l'individu sur lequel ils portent pour des raisons d'intérêt public ou si l'individu concerné en tirerait un avantage certain. En 2020-2021, CANAFE n'a effectué aucune communication en vertu de l'alinéa 8(2)*m*) de la *Loi*.

**Sensibilisation et formation**

La protection de l'information est essentielle au mandat de CANAFE. Par conséquent, le Centre exige de ses employés (incluant les étudiants et les entrepreneurs) qu'ils soient bien au fait des mesures liées à la sécurité, la protection des renseignements personnels, la gestion de l'information et l'accès à l'information. Le *Code de conduite, de valeurs et d'éthique* de CANAFE décrit précisément les obligations légales des employés en matière de protection de l'information en vertu de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, et renvoie à la *Loi*, à la *Charte canadienne des droits et libertés*, à la *Loi sur l'accès à l'information* et aux politiques de CANAFE en matière de protection de la vie privée, de sécurité et de gestion de l'information. Le respect du *Code de conduite, de valeurs et d'éthique* est une condition d'emploi pour chaque employé de CANAFE.

Les activités de formation et de sensibilisation suivantes ont eu lieu au cours de la période visée :

- Le Bureau de l'AIPRP a publié tous les mois des avis d'information sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels sur le site intranet de CANAFE.
- Des messages sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels sont compris dans les séances de sensibilisation à la gestion de l'information auxquelles doivent assister tous les nouveaux employés. En 2020-2021, 10 séances de sensibilisation à la gestion de l'information ont été fournies à 27 employés. Ces séances sensibilisent davantage les employés à leurs responsabilités en matière de gestion de l'information, dont celles associées à l'AIPRP, et traitent des obligations et des pratiques exemplaires s'appliquant à une gestion des renseignements personnels conformément à la *Loi*, à la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* et aux politiques de CANAFE relatives à la protection de la vie privée, la sécurité et la gestion de l'information.
- Cinq employés de CANAFE ont terminé leurs cours d'apprentissage en ligne de l'École de la fonction publique du Canada :
    - Quatre employés ont suivi le *Cours de base sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels.*
    - Un employé a suivi le cours *Accès à l'information au sein du gouvernement du Canada*.
- Les Services juridiques de CANAFE font de la sensibilisation à l'égard de la protection de la vie privée lors de la formation de nouveaux employés (*Cadre juridique de CANAFE*) au cours de laquelle sont présentées les diverses dispositions de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* qui protègent la vie

privée des Canadiennes et Canadiens. Les séances soulignent les obligations des employés en ce qui a trait à la réception, à la collecte, à l'utilisation, à la communication et à la protection des renseignements personnels établies par la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*. En 2020-2021, quatre séances ont été données à 21 employés.

- Le Bureau de l'AIPRP effectue également un travail de sensibilisation en fournissant un encadrement quotidien ainsi que des séances d'information ciblées à des représentants de l'AIPRP. En 2020-2021, deux séances de formation individuelles ont été offertes. Ces séances de formation ciblées favorisent un esprit de collaboration et sont essentielles au succès du programme d'AIPRP plus vaste de CANAFE.
- Des travaux en lien avec la formation actuelle de CANAFE sur la sensibilisation et l'aperçu organisationnel à l'égard de l'AIPRP sont en cours. L'on y trouve des composantes sur la vie privée, la protection des renseignements et la gestion de l'information. Habituellement donnée en personne, la formation est en cours de modification pour qu'elle puisse être suivie de manière autonome en ligne.
- En raison des renseignements délicats que CANAFE manipule et de l'environnement dans lequel il évolue, tous les employés doivent posséder une connaissance approfondie de la sécurité de l'information. En plus de la nouvelle obligation depuis 2021 de suivre le cours de sensibilisation à la sécurité de l'École de la fonction publique du Canada, les employés de retour ou nouvellement arrivés doivent également assister à une séance interne obligatoire de sensibilisation à la sécurité. En 2020-2021, un total de 62 nouveaux employés ont reçu la présentation de sensibilisation à la sécurité de CANAFE au format numérique et ont dû reconnaître et confirmer avoir compris leurs responsabilités. Ces formations ont traité de l'importance de la sécurité à CANAFE; des possibles risques en matière de sécurité (comme ceux contre les systèmes électroniques, le personnel et les opérations, ainsi que les menaces internes) en lien avec l'environnement de CANAFE; des rôles et responsabilités de tous les employés; de la classification, de la transmission et du stockage de renseignements; du principe du besoin de savoir ou de communiquer; et des conséquences d'une communication non autorisée ou d'une utilisation inappropriée de renseignements.
- En plus de la formation obligatoire sur la sécurité, tous les employés de CANAFE sont informés des conséquences qu'entraîne une communication non autorisée ou une utilisation inappropriée de renseignements personnels, qui se retrouvent dans la politique de sécurité de CANAFE. Tous les nouveaux employés doivent reconnaître avoir lu et compris cette politique.

# 6. Changements opérationnels et organisationnels apportés au Programme de protection des renseignements personnels

Rien de nouveau à signaler.

# 7. Nouvelles politiques, lignes directrices ou procédures en matière de protection des renseignements personnels

Rien à signaler.

# 8. Rendement et surveillance du Programme de demandes d'accès à des renseignements personnels

Le système automatisé de gestion des cas en place permet à CANAFE de répondre en temps opportun aux demandes, de documenter les mesures et décisions importantes et de surveiller le rendement. De plus, le système est doté d'un registre des vérifications et d'une fonction de recherche avancée qui facilitent l'analyse d'informations traitées antérieurement et la préparation de rapports sur les progrès et de statistiques.

Le Bureau de l'AIPRP fournit des mises à jour à la haute direction de la gouvernance organisationnelle de CANAFE ainsi que sur l'état d'avancement des dossiers d'AIPRP au bureau de direction de CANAFE sur base bimensuelle.

# 9. Conclusion

Grâce à son cadre de gestion de la protection des renseignements personnels rigoureux, CANAFE continue de protéger les renseignements personnels sous sa responsabilité dans ses efforts pour détecter et décourager le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes et protéger les Canadiennes et Canadiens ainsi que l'intégrité du système financier du Canada.

ANNEXE A

Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada

Ottawa, Canada K1P 1H7

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Ottawa, Canada K1P 1H7

# DELEGATION ORDER
# ARRÊTÉ DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS

## *Privacy Act* and *Regulations*
## *Loi sur la protection des renseignements personnels*

**Pursuant to Section 73 of the *Privacy Act*, the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada's Director and Chief Executive Officer delegates the full authority to exercise the powers, functions, and duties under the *Privacy Act* to the Deputy Director, the Manager of Communications, and the Access to Information and Privacy Coordinator within the Enterprise Policy, Research & Programs Sector. This delegation order also applies to persons occupying any of these positions on an acting basis.**

**En vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, la directrice et présidente-directrice générale du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada délègue à la sous-directrice de Politiques organisationnelles, recherche et programmes, au gestionnaire des Communications et au coordonnateur de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels les pouvoirs et fonctions qui lui sont attribués par cette même loi. Le présent arrêté s'applique également aux personnes occupant les postes susmentionnés par intérim.**

**This designation takes effect as of October 21, 2019.**
**La présente désignation entre en vigueur le 21 octobre 2019.**

***Nada Semaan***

_____

**Director and Chief Executive Officer**
**Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada**
**Directrice et présidente-directrice générale**
**Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada**

ANNEXE B

Government of Canada | Gouvernement du Canada

## Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

**Nom de l'institution:** CANAFE

**Période d'établissement de rapport :** 01/04/2020 au 31/03/2021

### Section 1: Demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

| | Nombre de demandes |
|---|---|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | 17 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 2 |
| **Total** | 19 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | 19 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 |

19

### Section 2: Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

**2.1 Disposition et délai de traitement**

| Disposition des demandes | Délai de traitement | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | Total |
| Communication totale | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Communication partielle | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Exception totale | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 2 | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 6 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 2 | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 |
| Total | 4 | 14 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 19 |

### 2.2 Exceptions

| Article | Nombre de | Article | Nombre de | Article | Nombre de |
|---|---|---|---|---|---|
| 18(2) | 0 | 22(1)a)(i) | 0 | 23a) | 0 |
| 19(1)a) | 0 | 22(1)(a)(ii) | 0 | 23b) | 0 |
| 19(1)b) | 0 | 22(1)a)(iii) | 0 | 24a) | 0 |
| 19(1)c) | 0 | 22(1)b) | 8 | 24b) | 0 |
| 19(1)d) | 0 | 22(1)c) | 0 | 25 | 8 |
| 19(1)e) | 0 | 22(2) | 0 | 26 | 8 |
| 19(1)f) | 0 | 22.1 | 0 | 27 | 1 |
| 20 | 0 | 22.2 | 0 | 27.1 | 0 |
| 21 | 0 | 22.3 | 0 | 28 | 0 |
| | | 22.4 | 0 | | |

### 2.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---|---|---|---|---|---|
| 69(1)a) | 0 | 70(1) | 0 | 70(1)d) | 0 |
| 69(1)b) | 0 | 70(1)a) | 0 | 70(1)e) | 0 |
| 69.1 | 0 | 70(1)b) | 0 | 70(1)f) | 0 |
| | | 70(1)c) | 0 | 70.1 | 0 |

### 2.4 Support des documents communiqués

| Papier | Électronique | Autres |
|---|---|---|
| 1 | 1 | 0 |

### 2.5 Complexité

### 2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

| Nombre de pages traitées | Nombre de pages communiquées | Nombre de demandes |
|---|---|---|
| 49 | 33 | 13 |

### 2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

| Disposition | Moins de 100 pages traitées | | 101 à 500 pages traitées | | 501 à 1 000 pages traitées | | 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| Communication totale | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 1 | 31 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 13 | 33 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

### 2.5.3 Autres complexités

| Disposition | Consultation requise | Avis juridique | Renseignements entremêlés | Autres | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

### 2.6 Demandes fermées

### 2.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi

| | Demandes fermées dans les délais prévus par la loi |
|---|---|
| **Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi** | 18 |
| **Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la loi (%)** | 94.7 |

### 2.7 Présomptions de refus

#### 2.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la loi

| Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi | Motif principal | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Entrave au fonctionnement /Charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autres |
| 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |

#### 2.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi (y compris toute prolongation prise)

| Nombre de jours au-delà des délais prévus par la loi | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où aucune prolongation n'a été prise | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où une prolongation a été prise | Total |
|---|---|---|---|
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 jours | 1 | 0 | 1 |
| 181 à 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 1 | 0 | 1 |

### 2.8 Demandes de traduction

| Demandes de traduction | Acceptées | Refusées | Total |
|---|---|---|---|
| De l'anglais au français | 0 | 0 | 0 |
| Du français à l'anglais | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 0 | 0 | 0 |

## Section 3: Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

| Alinéa 8(2)e) | Alinéa 8(2)m) | Paragraphe 8(5) | Total |
|---|---|---|---|
| 0 | 0 | 0 | 0 |

## Section 4: Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

| Disposition des demandes de correction reçues | Nombre |
|---|---|
| Mentions annexées | 0 |
| Demandes de correction acceptées | 0 |
| **Total** | 0 |

## Section 5: Prorogations

### 5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

| | 15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution | | | | 15a)(ii) Consultation | | | 15b) Traduction ou cas de transfert |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de demandes pour lesquelles une prorogation a été prise | Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions | Grand nombre de pages | Grand volume de demandes | Les documents sont difficiles à obtenir | Documents confidentiels du Cabinet (Article 70) | Externe | Interne | |
| **0** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

### 5.2 Durée des prorogations

| | 15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution | | | | 15a)(ii) Consultation | | | 15b) Traduction ou cas de transfert |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Durée des prorogations | Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions | Grand nombre de pages | Grand volume de demandes | Les documents sont difficiles à obtenir | Documents confidentiels du Cabinet (Article 70) | Externe | Interne | |
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 31 jours | | | | | | | | 0 |
| **Total** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

## Section 6: Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

### 6.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

| Consultations | Autres institutions du gouvernement du Canada | Nombre de pages à traiter | Autres organisations | Nombre de pages à traiter |
|---|---|---|---|---|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | 1 | 23 | 10 | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 1 | 23 | 10 | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | 1 | 23 | 10 | 0 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |

### 6.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

| Recommandation | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | Total |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consulter une autre institution | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |

### 6.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

| Recommandation | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | Total |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consulter une autre institution | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 |

## Section 7: Délais de traitement des demandes de consultation sur les renseignements confidentiels du Cabinet

### 7.1 Demandes auprès des services juridiques

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | De 101 à 500 pages traitées | | De 501 à 1 000 pages traitées | | De 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

### 7.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | De 101 à 500 pages traitées | | De 501 à 1 000 pages traitées | | De 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

## Section 8: Avis de plaintes et d'enquêtes reçus

| Article 31 | Article 33 | Article 35 | Recours judiciaire | Total |
|---|---|---|---|---|
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

0

## Section 9: Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) et des Fichiers de renseignements personnels (FRP)

### 9.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

| | |
|---|---|
| Nombre d'ÉFVP terminées | 0 |

### 9.2 Fichiers de renseignements personnels

| | Actifs | Créés | Supprimés | Modifiés |
|---|---|---|---|---|
| **Fichiers de renseignements personnels** | 45 | 0 | 0 | 3 |

## Section 10: Atteintes substantielles à la vie privée

| | |
|---|---|
| **Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT** | 0 |
| **Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP** | 0 |

## Section 11: Ressources liées à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

### 11.1 Coûts

| Dépenses | | Montant |
|---|---|---|
| Salaires | | $89,291 |
| Heures supplémentaires | | $2,500 |
| Biens et services | | $6,547 |
| • Contrats de services professionnels | $0 | |
| • Autres | $6,547 | |
| **Total** | | **$98,338** |

### 11.2 Ressources humaines

| Ressources | Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels |
|---|---|
| Employés à temps plein | 0.800 |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 0.000 |
| Employés régionaux | 0.000 |
| Experts-conseils et personnel d'agence | 0.000 |
| Étudiants | 0.000 |
| **Total** | 0.800 |

**Remarque** : Entrer des valeurs à deux décimales.

Government of Canada Gouvernement du Canada

# Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

**Nom de l'institution :** CANAFE - Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

**Période d'établissement** 2020-04-01 to 2021-03-31

## Section 1 : Capacité de recevoir des demandes d'AIPRP

**Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu recevoir des demandes d'AIPRP par les différents canaux.**

| | Nombre de semaines |
|---|---|
| En mesure de recevoir des demandes par la poste | 29 |
| En mesure de recevoir des demandes par courriel | 52 |
| En mesure de recevoir des demandes en moyen d'un service de demande numérique | 52 |

## Section 2 : Capacité de traiter les dossiers

**2.1 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents papier dans différents niveaux de classification.**

| | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---|---|---|---|
| **Documents papiers non classifiés** | 23 | 29 | 0 | **52** |
| **Documents papiers Protégé B** | 23 | 29 | 0 | **52** |
| **Documents papiers Secret et Très secret** | 23 | 29 | 0 | **52** |

**2.2 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents électroniques dans différents niveaux de classification.**

| | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---|---|---|---|
| **Documents électroniques non classifiés** | 0 | 0 | 52 | **52** |
| **Documents électroniques Protégé B** | 0 | 0 | 52 | **52** |
| **Documents électroniques Secret et Très secret** | 23 | 29 | 0 | **52** |



Canada